Veille agricole Juillet 2022

Hongrie

L’agriculture au cœur du projet du gouvernement

Le gouvernement considère l’agriculture et l'industrie agroalimentaire comme **des secteurs stratégiques** et cherche à en assurer la modernisation, notamment à travers le **programme « Zones rurales renouvelables, agriculture renouvelable »**. Dans le cadre de ce programme, 300 exploitations bovines ont demandé à bénéficier de 123 Mds HUF (311 M EUR) et, dans le secteur laitier, 14 projets de développement sont en cours pour une valeur de 9,5 Mds HUF (24 M EUR) qui s’ajoutent aux 7 Mds HUF (18 M EUR) déjà dépensés par le gouvernement pour moderniser le traitement du lait. Le gouvernement veut favoriser la fabrication de produits à plus forte valeur ajoutée et de meilleure qualité pour les consommateurs, tant pour son marché intérieur qu’à destination des acheteurs étrangers.

De plus, le gouvernement s’engage dans la **prévention des dommages causés par le dérèglement climatique** à travers le **Programme de développement rural (PDR)** et se pose comme **protecteur des agriculteurs** avec la mise en place du **fonds d’atténuation des dommages**. L'adaptation aux conditions environnementales, la prévention et l'atténuation des dommages sont cruciales pour la sécurité et la rentabilité des cultures. En raison de la situation précaire du secteur, **un organe spécial d’urgence a été mis en place pour faire des propositions concrètes au gouvernement.**

Un secteur en expansion

Sa croissance apparait très dynamique puisque la production de l'industrie agroalimentaire hongroise a augmenté de 30% au cours des 12 dernières années et, en valeur, de 17,1% par rapport à mai 2021. Dans le secteur laitier, sur la dernière décennie, on constate une hausse de 26% de la production laitière et la multiplication par 2,1 de la valeur des exportations. Une évolution dynamique peut aussi être relevée dans les autres sous-secteurs (voir tableau ci-dessous).

|  |  |
| --- | --- |
| Sous-secteurs | Taux de croissance de la production en %(Mai 2022 par rapport à mai 2021) |
| Viande | 4,5 |
| Huile | 40,6 |
| Boissons et alcools | 30 |
| Fruits et légumes | 24,9 |
| Production destinée aux animaux | 22,6 |
| Produits laitiers | 9,2 |

Cependant, en dépit de ces développements positifs, force est de constater **que la valeur ajoutée du secteur agricole a diminué** de 3,9% en g.a au T1 2022. Cette situation s’explique en partie par la hausse des coûts de fabrication et pourrait poser des difficultés aux agriculteurs si la tendance persiste.

En termes de ventes à l’étranger, les dernières années ont été mitigée avec des **exportations agricoles** qui oscillent avec des moyennes de seulement 4,5 à 5 tonnes/an. La hausse récente des prix s’est toutefois traduite en mai 2022 par une croissance de 22% en g.a de la valeur des exportations.

Sur le marché intérieur, la part des produits agroalimentaires hongrois dans le commerce de détail est supérieure à 70% et ne cesse de croître. Le gouvernement ambitionne de la porter à 80%.

Au premier trimestre 2022, **les investissements dans l'agriculture ont augmenté** de 19,7%, et de 9,4% dans l'industrie agroalimentaire. Ces **chiffres sont plutôt rassurants** dans le contexte de grande sécheresse qui touche une partie du pays. Sur cette même période, **la valeur totale des achats de machines et d'équipements agricoles a augmenté de** 150% sur un an pour atteindre 62,2 Mds HUF (157 M EUR). On relèvera en particulier l’augmentation de 48% des ventes de tracteurs neufs (source Institut d'économie agricole -AKI-). En revanche, **les ventes domestiques d’engrais et de pesticide ont diminué** de respectivement 44% et 20% en g.a., en raison de la forte et continuelle hausse des prix (+ 2,2 à + 3,8 fois) depuis février liée à celle du gaz naturel, principal facteur du coût de la production d’engrais.

Dernières actualités

* **Expansion de la capacité de production** de la société de traitement et de conservation de légumes, **Kecskemét Konzerv Kft**, qui emploie 280 personnes. Investissement de 3,3 Mds HUF soit 8,5 M EUR (dont 1,2 Md de subventions non remboursables ; dans le cadre du programme de soutien à l’investissement des grandes entreprises).
* **Accord de coopération entre Lidl et HEPA** (Agence hongroise de promotion des exportations)pour l’exportation de produits agricoles hongrois sur le marché de l’UE. L’idée est de permettre de **développer les secteurs d’exportation aux fournisseurs locaux de Lidl.**
* **Faillite de 3 entreprises du groupe Kurucz**, considéré comme **l’un des principaux transformateurs de porcs de Hongrie**. C’est une faillite importante dans les milieux du marché de la viande alors que le développement du secteur porcin est l'une des priorités du ministère de l'agriculture.
* **Investissement** de 1 Md HUF, soit 2,5 M EUR (dont 478 M HUF de subventions non remboursables) dans le **nouveau centre de logistique Kite Zrt** situé en Serbie. La principale mission de cette filiale est de **présenter les technologies agricoles de pointe dans les pays de la partie occidentale des Balkans**. En matière de coopération hungaro-serbe, agriculture et agroalimentaire jouent un rôle majeur dans le commerce entre les deux pays. Ces deux secteurs ont généré plus de 300 M d'euros d'échanges l'an passé entre la Hongrie et la Serbie.
* **UBM, entreprise agroalimentaire hongroise,** **reporte un investissement** de 24,4 M EUR en Serbie, pourtant subventionné à la fois par la Hongrie et la Serbie. Le projet, qui portait sur une usine d’aliments pour animaux, est ajourné en raison de l’augmentation sans précédent du prix des intrants, de la chute du forint par rapport à l'euro et de l’incertitude qui pèse sur les commandes de machines et d’équipement dans le contexte de la pénurie mondiale de matériaux de base.
* **Hiventures lève 5 Mds HUF (12 M EUR) dans UBM. Cette opération va permettre** au principal acteur régional de l'industrie hongroise de l'alimentation animale **d'investir dans l'expansion de ses capacités en Hongrie** (Szeleste), **en Roumanie** et **en Slovaquie** (Hernadcsany).

Un secteur menacé

*L’impact du dérèglement climatique …*

Toutes les régions de la Hongrie sont touchées par **une période de sécheresse sans précédent.** Alors que le centre et l’est du pays présentent déjà de sévères dommages, ce sont maintenant les régions occidentales, jusque-là relativement épargnées, qui inquiètent. Toutes cultures confondues, **700 000 hectares de terres arables ne donneront aucune récolte à l’automne et 1 M d’hectare aurait été endommagé** par la sécheresse. Outre les récoltes futures d’orges et de blés qui sont revues à la baisse, 300 000 hectares de maïs et 200 000 hectares de tournesols sont déjà endommagés. Les prairies de l’est du pays ont été brûlées, ce qui **prive le bétail de pâturages et de foin pour l’hiver à venir.**

L’Association des semences de céréales et le Conseil des produits a annoncé que les **prévisions de rendement des semences de céréales sont partout inférieures** **à la moyenne**, même si elles diffèrent sensiblement d'une partie du pays à l'autre.

* ***Orge :***

Les agriculteurs ont récolté 1,4 M de tonnes d'orge, avec un rendement moyen de 4,5 tonnes par hectare. Par rapport à 2021, la superficie ensemencée en orge a augmenté d'environ 30%, alors que le **rendement est 16% inférieur** à la moyenne des rendements sur les 10 dernières années.

* ***Blé :***

Le **rendement du blé est 20% inférieur à celui de l’année précédente** (4,2 tonnes par hectares contre 6). Avec 3,9 M de tonnes de blé récoltées, dont une fin de récoltes précipitée en raison de conditions exceptionnelles, la Hongrie enregistre une perte de 1,4 M de tonnes par rapport à l’année précédente, soit - **30% de perte par rapport à une récolte moyenne** sur les 10 dernières années.

* ***Maïs et Tournesol :***

Les récoltes de maïs sont complétement détruites dans la majeure partie du centre et de l’est de la Hongrie. Au total c’est une perte de 2,1 à 2,4 M de tonnes de maïs tandis que les récoltes de tournesols sont inférieures de 0,6 M tonnes par rapport aux prévisions, soit respectivement **une perte d’un tiers et de 20% des récoltes par rapport aux années précédentes.**

* ***Colza***

La récolte de colza a atteint 450 000 tonnes, avec des rendements moyens de 2,2 tonnes par hectare. Par rapport à la moyenne des 10 dernières années, cela **représente une diminution respective de 44,7% et 30,8%.**

*… fragilise un secteur déjà très affecté.*

***Le secteur est confronté à des problèmes croissants, liés au dérèglement climatique, mais aussi à une hausse des prix des matières premières inconnue depuis trois décennies.***

* Dans un contexte de prix déjà très élevé\*, la période de sécheresse qui frappe la Hongrie se traduit par un **manque à gagner de 400 Mds HUF** (1 Md EUR) en valeur de production. Ces pertes ne sont couvertes que de manière marginale par le fonds d’atténuation des dommages, qui n’est abondé qu’à hauteur de 12,5 Mds HUF, soit 32 M EUR. Le ministre de l’Agriculture a indiqué qu’il ferait des propositions pour **augmenter les ressources du fond** et la Commission européenne a proposé de son côté d’**anticiper** le **versement de certaines subventions** aux agriculteurs pour améliorer une situation qui n’en demeure pas moins préoccupante. Pour y faire face, le gouvernement a mis en place un **organe spécial d’urgence** dont le rôle est à la fois de surveiller les évolutions du secteur mais aussi de proposer des solutions qui prennent en compte les recommandations des agriculteurs. Un **ensemble de quatre mesures a été annoncé :**
* Un **moratoire sur le remboursement des crédits d'investissement et de fonds de roulement** des entreprises agricoles à partir de septembre 2022 jusqu'à la fin de 2023.
* Une **subvention de 3 Mds HUF** (7,5 M EUR) pour permettre l’achat et le transport d’aliments destinés aux animaux ainsi qu'une autre **aide de 1,4 Md HUF** (3,6 M EUR) pour compenser l'augmentation des coûts énergétiques liée à l'utilisation des systèmes d'irrigation.
* Les agriculteurs peuvent soumettre de nouveau **des demandes d'utilisation extraordinaire de l'eau**, qui seront automatiquement approuvées par les autorités.
* La mise en place par les assureurs de **procédures accélérées d'évaluation et d'indemnisation des dommages** causés par la sécheresse (dans les 14 jours).

Dans le cadre du **développement des systèmes d’irrigation** inscrit au PDR, le gouvernement a déjà investi 45 Mds HUF (114 M EUR) à travers des subventions aux agriculteurs et prévoit, entre 2023 et 2027 et sur la base des plans stratégiques de la politique agricole commune (PAC), environ **70 Mds HUF (177 M EUR) supplémentaires**.

La **qualité des récoltes pourrait poser des problèmes** dans le domaine de la meunerie (transformation du blé en farine) mais aussi dans celui d’alimentation animale, du fait que la taille des grains est inférieure à la normale. Pour répondre aux problèmes d’alimentation animale, le ministère de l’Agriculture s’est tourné vers la Commission européenne et **a demandé la levée des restrictions de tonte** liées aux prairies couvertes par le programme de gestion agroenvironnementale.

La sécheresse n’est pas le seul danger climatique qui pèse sur l’agriculture, **le gel printanier est aussi un problème récurrent** pour le secteur des cultures, notamment fruitières, et déjà, les **candidatures au PDR sont réouvertes**. Le **« Soutien aux investissements en prévention des dégâts du gel printanier »** permet d’obtenir une aide financière à l'achat de machines et d’équipements (générateurs de chaleur entre autres) destinés à lutter contre les dégâts du gel printanier.

**\*On constate une hausse de 46% des prix à la production agricole en g.a en avril.**

Elle s’explique par la hausse du prix des matières premières, de l’énergie et de la main d’œuvre. Les travailleurs des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ont bénéficié de la plus forte augmentation de salaire en moyenne, soit 15,7%. Les producteurs profitent aussi de moindres importations en provenance d'Espagne et d'Afrique du Nord, en raison de frais de transport devenus trop importants, mais aussi des nouvelles possibilités d'exportation liées à la hausse de la consommation de légumes.

|  |  |
| --- | --- |
| Matières premières | Variation des prix en % (Avril 2022 en g.a) |
| Céréales  | 64,9 |
| Blé | 62,9 |
| Maïs  | 66 ,8 |
| Graines de tournesols  | 65,3 |
| Légumes | 23,7 |
| Fruits | 8,2 |
| Prix d’achat d’animaux vivant  | 38,6 |

Sécurité alimentaire

Alors que les inquiétudes sur la manière d'acheminer les récoltes d'Ukraine vers l’extérieur ont fortement pesé sur les prix mondiaux, le ministre des Finances hongrois a souligné qu'il n’était pas inquiet pour l’approvisionnement de la Hongrie grâce aux bonnes performances de son secteur agroalimentaire**.**

Il n’en reste pas moins que la Hongrie a imposé une **obligation de déclaration des exportations de céréales.** Mais, selon le ministre de l’agriculture, c’est uniquement pour mesurer les stocks de céréales de la Hongrie et servir d’indicateur au gouvernement. Si la proportion de céréales exportés dans la production totale dépasse le niveau affiché des années précédente**, le gouvernement se laisse le droit d’intervenir**, c’est-à-dire, d’en bloquer les exportations. Selon ses dires « l'essentiel maintenant n'est pas de savoir combien [les céréales] coûteront, mais de s'assurer qu'il y en aura assez ». Le gouvernement a par ailleurs indiqué que la mesure faisait déjà effet et aurait empêché une forte augmentation des exportations de céréales et ainsi garanti l'approvisionnement national.

Libérer les 22 M tonnes de céréales bloquées en Ukraine **?**

La Hongrie ambitionne de **devenir l'un des plus importants corridors de céréales ukrainiennes** et veut porter sa capacité de transport quotidien de céréales ukrainiennes de 4 000 tonnes à 8 000-10 000 tonnes. D’autres marchandises sont concernées comme les engrais artificiels, les produits de base et les matières premières. Pour cela, des préparatifs importants ont commencé (capacité de transbordement du centre logistique de Záhony et des stations environnantes a été multipliée par cinq et demi, procédures douanières simplifiées et accélérées) mais une **amélioration rapide et significative des infrastructures est exigée**, et cela des deux côtés de la frontière (capacités logistiques et de stockage).

Dans ce sens, la Hongrie entend présenter un plan d’action à l’UE pour obtenir le soutien financier nécessaire et intensifier sa coopération avec l’Ukraine et les pays du membres V4 notamment pour étendre les capacités aux postes frontières de l'UE et étudier les possibilités de transport sur le Danube.

Selon un expert en logistique, **l'expédition des céréales ukrainiennes par le rail hongrois serait une illusion**, car les voies ferrées, les installations de transbordement et le réseau routier ne sont pas adaptés au transport de grandes quantités de céréales.

International : relations difficiles avec l’UE

Le ministre de l’agriculture Istvan Nagy, a demandé à la Commission européenne d’imposer la **réciprocité des normes sur les produits agricoles importés** pour tenir compte de la compétitivité des agriculteurs locaux. Le non alignement des pays tiers sur les normes européennes nuit à la compétitivité des agriculteurs locaux et empiète sur l'effort commun de lutte contre le changement climatique, de protection de la biodiversité et de réduction de la pollution.

La Commission européenne a lancé une **procédure d'infraction contre la Hongrie** qui concerne la mesure qui exige la notification préalable des exportations de céréales et donne à l'État des droits de préemption. La CE juge cette mesure incompatible avec les règles de l'Union européenne relatives à l'organisation commune des marchés et au régime commun applicable aux exportations. La Hongrie a deux mois pour répondre.

Débat national

Dans le cadre de la lutte contre la sécheresse :

* **Le Jobbik** propose de construire des réservoirs artificiels pour recueillir l'eau de pluie. De plus, pour protéger les agriculteurs, le parti souhaite la mise en place d’un **programme de refinancement dans lequel le gouvernement accordera des prêts à taux nul** pour l'achat de semences et d'insecticides et, pour préserver le pouvoir d’achat des consommateurs, suggère l’**annulation de la taxe sur la valeur ajoutée des produits alimentaires**.
* **Le DK**, a appelé le gouvernement à débloquer 500 Mds HUF (1,3 M EUR) dans le cadre du PDR.